

Contribution n°125 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 11 juin 2026 à 21h58

Quelle est la nature précise de la dérogation demandée dans le courrier versé à la pièce PJ48, quelle règle ou prescription réglementaire est-il demandé de ne pas appliquer dans ce projet, et sur quel fondement juridique cette dérogation est-elle sollicitée — fondement qui devra être examiné par le commissaire enquêteur pour vérifier la légalité de l'autorisation éventuellement délivrée ?
